

Dialogue ou Diversion des Membres de L'Elite Leader en Afrique Francophone

Bahdon Abdillahi Mohamed

Résumé

Dans le jeu politique d'un régime démocratique, le dialogue politique est un élément. Mais quand un consensus entre les différences forces politiques et sociales n'existe pas, il y a un dysfonctionnement institutionnel. Et on parle d'une crise politique. L'instauration d'un régime politique pluraliste sur le plan formel dans certains pays d'Afrique francophone n'a pas conduit forcément un régime où les règles du jeu politique et les droits et libertés fondamentales ne sont pas respectés par des pouvoirs encore autoritaires et personnels. La longue durée d'un régime, qui s'est construit autour d'une personne et d'une équipe, conduit forcément à l'exclusion de toute force politique, qui conteste sa politique et le fonctionnement institutionnel qu'elle induit. A la différence des premiers régimes politiques, les nouveaux régimes autoritaires de ces pays développent une stratégie afin de surmonter la crise non pas sur le plan répressif, mais en recourant à une autre voie. Et c'est ainsi qu'ils organisent ce qu'on a appelé communément un dialogue avec quelques représentants de l'opposition. Il devient un moyen politique pour le pouvoir et l'opposition, politique et sociale. Mais selon le fonctionnement du régime en question, la convocation d'un dialogue peut être une simple diversion, plus destinée à ce qu'on appelle pompeusement les partenaires, c'est-à-dire aux pays occidentaux, qui les soutiennent.

Mots clés : changement constitutionnel, crise, dialogue, diversion, institution, médiation extérieure.

 DOI: <https://doi.org/10.21747/21846251/jour2a5>

Introduction

À la fin des années 1990, l'Afrique noire était entrée dans une période de changement constitutionnel, pas tant politique. Certains africanistes ont rapidement évoqué le changement démocratique. Trente ans plus tard, en dehors du Bénin¹ et des îles du Cap Vert et du Ghana, les résultats ne sont pas positifs dans la sphère politique et dans le fonctionnement institutionnel. On assiste à la mise en place de régimes hybrides dans de nombreux pays alors que ce n'est pas la continuité de régimes autoritaires. Dès les troisièmes élections présidentielles pluralistes, la personnalisation du pouvoir présidentiel est reprise par la suppression de la disposition constitutionnelle qui limite le mandat présidentiel à deux.

De telles réformes constitutionnelles personnelles, permettant à un président de se présenter aux élections présidentielles plus de deux fois comme cela s'est produit au Cameroun, au Tchad, en Côte d'Ivoire, en Guinée Conakry, en République de Djibouti, des crises politiques surgissent. L'opposition politique, la diaspora et la société civile manifestent contre ces réformes qui, au lieu d'apaiser les tensions dans des sociétés aussi complexes, soumises à la pression d'entreprises occidentales et asiatiques telles que le FMI, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce, ai été fouetté. Il ne s'agissait pas de réformes visant à renforcer les processus de changement, par exemple en donnant plus de participation aux citoyens, en respectant les processus électoraux. Les gouvernements ont opté pour la répression. La répression est redevenue une manière de gouverner le pays et la société. A la tête de ces gouvernements, il y a des présidents au

¹ C'est le premier pays qui a connu une méthode aussi douteuse, la conférence nationale, qui a réuni tous les acteurs actifs de la nation pour sortir d'une crise socio-économique et politique. Il est présenté comme un modèle de transition pour les autres pays subsahariens. Le Mali a suivi cette forme de changement. Il a réussi à installer un régime libéral de 1991 jusqu'au coup d'État de 2012.

pouvoir depuis plus de 15, 20 ou 30 ans comme le Président du Cameroun, Paul Biya (élu en 1982). Mais pourraient-ils continuer à régner avec violence ? Non, car la violence use une élite dirigeante.

Face au dilemme, ouvrir le régime ou le poursuivre dans la violence, l'élite dirigeante a opté pour le dialogue. Et du coup comme un effet de mode, dans plusieurs pays d'expression francophone il y a l'organisation de dialogues. Il n'y a pas de dialogue dans tous les pays africains. Il semble que ce soit une exclusivité de la partie francophone. Il n'y a pas une organisation de dialogue par les pouvoirs dans les pays anglophones et lusophones.

Mais est-ce un dialogue ou une action de communication?

Dialogue ou une action de communication

Si le dialogue est un moyen noble de relations sociales apaisées, son recours en période de crise socio-politique par un régime autoritaire soulève de nombreuses questions. En effet, les présidents prennent l'initiative en convoquant un dialogue à un moment de crise grave, qui affecte le fonctionnement des institutions (cas du Bénin), l'intégrité territoriale (cas du Cameroun) ou les difficultés à faire face à la dégradation de la situation socio-économique et l'instabilité politique (cas du Mali) avec ses impacts sur l'économie nationale.

Convoqués par les présidents, les dialogues constituent un acte de leur pouvoir en tant que chef de l'État, chef des armées et, dans de nombreux cas, chef du gouvernement. Les demandes de l'opposition de réfléchir à une sortie de crise dans le pays et dans la société sont rejetées par le gouvernement et le parti ou la coalition présidentielle. Accepter une telle proposition, c'est « perdre » sa légitimité et son contrôle sur la vie socio-politique du pays.

Un dialogue s'organise ou ce qu'on pourrait appeler qui se déroule dans la plupart des cas dans des pays dirigés par des présidents autoritaires,

qui sont au pouvoir depuis plus de 20 ans. Rarement dans les pays dirigés par des présidents récemment arrivés au pouvoir comme Mehmete Idriss Déby, fils du défunt président du Tchad, Idriss Déby Itno.

Pour obtenir une analyse, il convient d'étudier la situation de 3 pays : le Cameroun, le Tchad et la Guinée Conakry. Ce sont trois contextes différents, mais ils ont en commun la nature de leurs régimes. Ils sont autoritaires, dont la gouvernance est basée sur la violence et la répression contre l'opposition et la population. Les présidents n'ont pas été élus dans le cadre d'un processus électoral libre et transparent.

Au Cameroun, l'une des causes du dialogue est la grave crise économique, la rébellion et l'intention de séparer les zones anglophones du pays en Sud-Ouest et Nord-Ouest, représentant environ 20 % de la population nationale. Après le rejet par le gouvernement de toute négociation avec les séparatistes, ils ont «créé» la République d'Ambozonie, en s'appuyant sur une rébellion armée, ils ont affronté l'Armée nationale. Plus de 3 000 personnes sont mortes, grièvement blessées, des milliers de personnes, de familles déplacées, de filles ou de celles qui n'ont pas pu continuer leurs études. Paul Biya gouverne le pays depuis novembre 1982. Il a été le seul candidat aux élections présidentielles de 1984 et 1988. Comme d'autres dirigeants d'Afrique francophone, il a accepté l'organisation d'élections présidentielles pluralistes, mais sans penser à les perdre. Il a été élu en 1992, 1997, 2004, 2011, 2018. Il est au pouvoir depuis 39 ans et n'a pas l'intention de le quitter². Il a 88 ans. Opposé à toute réponse aux résultats électoraux. Utilisant les forces militaires et la répression, les auteurs de la réponse finissent en prison comme le dernier opposant, Maurice Kamto, professeur de droit public, était leur ministre délégué à la Justice avant de

² Paul Biya a été élu, avec le soutien du gouvernement français, président en 1982 pour remplacer le premier président du Cameroun indépendant. Il est le deuxième président le plus ancien du continent africain après le président équato-guinéen. Avec la violence et les fraudes électorales, institutionnalisées, il reste au pouvoir.

passer dans l'opposition et de créer son parti politique, le Mouvement de la Renaissance camerounaise. Ce fut une grande surprise pour la population qu'un régime autoritaire décide d'ouvrir un dialogue. Mais elle n'attend pas non plus grand-chose d'une mise en scène.

La Guinée Conakry, où il y a eu un coup d'État le 5 septembre 2021, est un pays où les interventions des militaires ont marqué la vie politique et sociale depuis 1984. Le deuxième président civil, élu, est le président récemment évincé, Alpha Condé. Il était un opposant³ de tous les présidents depuis les années 1960. Il a vécu en exil en France. Il a été élu lors d'une présidentielle serrée en 2010 avec 52,5% des voix au second tour face à Cellou Dalein Diallo, ancien Premier ministre. C'était son premier mandat. Dans le premier discours du candidat élu, il a affirmé qu'il était «le président du changement pour le bien de tous, de la réconciliation nationale et du progrès pour tous». En 2015, selon la Cour constitutionnelle, il a remporté les élections au premier tour avec 57,84 % des voix contre 31,45 % pour son adversaire Cellou Dalein Diallo. Comme d'autres dirigeants d'Afrique subsaharienne, Alpha Condé a succombé à la tentation de modifier la constitution pour briguer un troisième mandat. Tout commence par le contrôle de la date d'organisation des élections législatives, qui devraient avoir lieu en septembre 2019; sa date a été repoussée à plusieurs reprises. La stratégie politique était d'obtenir un parlement contrôlé par son parti. Pour la modification de la constitution, il a choisi l'option référentielle au lieu de passer par la voie parlementaire. Comme d'autres oppositions et sociétés civiles, celles de Guinée Conakry ont rejeté cette modification. L'opposition et la société civile ont créé le Mouvement du Front national pour la défense de la Constitution (MFNDC). En octobre 2020, après avoir

³ Il était un opposant à tous les régimes de son pays. Il s'est exilé en France depuis les années 1960. Sa victoire aux élections présidentielles de 2010 a marqué le pays comme étant la première victoire électorale. Il est le deuxième civil à diriger le pays après le premier président.

adopté, il se présente pour la troisième fois aux élections présidentielles. Sans surprise il a gagné, mais le même adversaire lors des deux dernières élections a été proclamé vainqueur sans attendre l'annonce des résultats par les instances habilitées. Des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour soutenir le discours de l'opposition. Celui-ci a été arrêté à son domicile. Dans ce pays, après l'annonce des résultats, il y a toujours des affrontements entre les forces de sécurité et les manifestants et leaders de l'opposition.

Trois élections marquées par des tensions politiques, l'arrestation et la mort de manifestants, des leaders de l'opposition arrêtés en prison, des journalistes de la presse indépendante ont également subi cette répression. Le président surprend l'opinion publique et en partie l'opposition en adoptant un décret instaurant un dialogue institutionnel, politique et social. Plus qu'un dialogue, c'est une plateforme d'échanges pour organiser des plénières thématiques.

Au Tchad, nous nous trouvons dans la situation sociopolitique du Cameroun (une longue dictature) et de la Guinée Conakry (les coups d'état). La vie politique est marquée par plusieurs interventions de l'armée en 1975, 1982 et 1990 et plusieurs tentatives de coup d'État. Idriss Déby Itno⁴ est le président qui a régné pendant plus de 30 ans après le coup d'État qui l'a porté au pouvoir avec la complicité des services secrets français. Ces services et l'armée française stationnée dans le pays l'ont soutenu face aux rébellions armées. «Votre pays a été une pièce maîtresse dans la lutte contre ce qu'on a appelé la guerre contre le terrorisme au Sahel et au Sahara par les pays occidentaux et notamment la France, un ancien potentiel colonial». Le dialogue aura lieu en novembre et décembre 2021.

⁴ Idriss Déby Itno est arrivé au pouvoir lors d'un coup d'État en 1990, soutenu par la France, une ancienne puissance coloniale. Il l'a soutenu militairement contre les rebelles. Il a dirigé son pays d'une main de fer, réprimant l'opposition. Le front contre une rébellion est mort en avril 2021.

Concernant les deux autres pays, le débat tourne autour de la composition et de la direction du comité d'organisation. C'est un contexte différent, au gouvernement présidé par un jeune général de 37 ans, qui dirige le pays depuis avril 2021. Sa composition est à majorité militaire. Un Premier ministre civil a été nommé. Pressions extérieures ou relations publiques, le général Mahamat Idriss Déby, a confié au gouvernement l'organisation d'un dialogue national ouvert à tous, y compris aux mouvements politico-militaires.

La différence entre un dialogue et un spectacle réside dans le sérieux des dirigeants du pays. La gestion d'un pays doit prévenir les situations. Un dialogue est possible lorsqu'il y a respect du cadre constitutionnel, par exemple en évitant de manipuler la loi suprême et en respectant les droits civils, humains et politiques des citoyens sans oublier les droits de l'opposition politique, dont l'un est la participation sans pression sur la vie politique et sociale du pays.

Cependant, un spectacle pourrait être la performance surprise, l'absence de consensus entre le pouvoir, l'opposition et les acteurs de la société civile. Le spectacle est destiné à l'extérieur, car un acte de relations publiques. Le spectacle donne ce que l'on peut dire un dialogue sous pression extérieure.

Une rencontré organisée sous la pression extérieure

Comme dans les années 90, il faut souligner la pression de l'étranger, et en particulier de la France. Loada, Augustin; Wheatley, Jonathan (1997 : 17) affirment que «les acteurs de ces processus (de changement de régime) ne sont pas seulement internes. Ils sont aussi externes». Les dialogues se déroulent dans les anciennes colonies de ce pays, qui a encore une forte influence sur les économies et l'élite politique de ces pays. Ce n'est le cas ni dans les pays anglophones ni dans les pays lusophones. Les dialogues, qui ont lieu dans certains pays francophones, ne sont-ils pas une autre farce aux citoyens par une élite gouvernante, qui se recompose comme dans

les années 1990 où la fameuse expression «transition à la démocratie», chère à beaucoup d'africanistes (Francis Akindès, 1996; Loada, Augustin; Wheatley, Jonathan, 1997 ; Jean-Pascal Daloz, Patrick Quantin, 1997), lui a servi d'alibi. Le gouvernement français, qu'il soit de droite ou de gauche, réagit aux coups, réclamant la volonté de dialogue, réitérant sa condamnation du recours à toute forme de violence. Quel beau langage diplomatique ! L'homme de la rue parle d'une hypocrisie de la diplomatie française. Ce pays est à la fois un pyromane, soutenant les dictateurs, sans critiquer la violation flagrante des droits de l'homme, et un pompier, qui les incite à organiser des dialogues pour détourner les vrais problèmes socio-économiques de ces pays.

Selon divers analystes de la vie politique du Cameroun, c'est sur la pression de la France, ancienne puissance coloniale, que le président Biya organise ce qu'il a appelé un «grand dialogue national» le 10 septembre 2019, dont les objectifs, selon lui, seraient: «d'examiner les voies et moyens de répondre aux aspirations profondes des populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, mais aussi des autres composantes de notre Nation». Le dialogue a été présidé par le Premier ministre comme en Guinée Conakry. Mais en Guinée Conakry, le secrétariat permanent de la plateforme comprend deux représentants de l'opposition, deux personnalités de la majorité, et des représentants de la société civile et du gouvernement. Au Tchad, il s'agit d'un dialogue inclusif, plus que dans les deux autres pays, des organisations de la société comme celle-ci y participent. Il y avait des doutes sur l'efficacité de cette plateforme, car le secrétariat n'était pas indépendant. Au Cameroun, les dirigeants des régions anglo-saxonnes n'ont pas pu participer, certains étaient dans les prisons du pays, d'autres en exil. Si pour les partis au pouvoir et d'opposition, en attente d'accéder au pouvoir suprême, ils ont exprimé leur soutien, pour Herman Bah, un leader ambazonien en exil était «ce monologue a été un acte de relations publiques». L'opposant Maurice Kamto a été libéré sous la pression du gouvernement français. Dans le cas guinéen, l'illustration de

l'intervention française était une lettre envoyée au président guinéen. Le président français Emmanuel Macron a appelé à la réconciliation comme l'une des tâches du troisième mandat du leader réélu, Alpha Condé.

Au Tchad, la pression du gouvernement français a poussé le jeune président du Conseil militaire de transition à s'organiser un dialogue. Le gouvernement français n'a pas condamné la prise du pouvoir par le fils du défunt président. La prise de pouvoir par un fils de l'ex président a entraîné des manifestations, de protestations dans les rues de la capitale. Face au rejet de l'opposition et des organisations de la société civile, le gouvernement militaire a réprimé les manifestants violemment. Les forces de sécurité et de l'armée tchadiennes ont utilisé la violence contre des citoyens demandant le respect de la constitution. La France a conseillé au nouveau gouvernement d'ouvrir un dialogue. L'illustration de l'intervention française pourrait être le discours du président du Conseil militaire de transition, qui a dit d'un soutien massif des alliés à une stabilisation économique durement touchée par un contexte sécuritaire au profit des intérêts français.

Mais ce dialogue ou cette diversion de l'élite dirigeante n'est pas le seul fait des pays dirigés par des régimes dictatoriaux et/ou de monarchies dirigeantes. C'est aussi un fait qu'on trouve, certes rarement dans des pays où l'alternance au sommet de l'Etat se passe sans grandes difficultés comme au Sénégal ; même si dans ces deux dernières décennies, l'alternance soulève les acteurs de la société civile. On note aussi le retour à une pratique politique, celle de la domination du Parti Socialiste ou d'un homme politique. L'éternel opposant, dirigeant du principal parti de l'opposition, le Parti Démocratique Sénégalais d'Abdoulaye Wade a participé des gouvernements d'unité nationale.

Après sa victoire en 2019 pour un second mandat, l'actuel président Macky Sall a organisé un dialogue national dans un contexte de fortes tensions politiques. En effet, l'ancien maire de Dakar, Khalifa Sall, a été

jugé dans une affaire de corruption et emprisonné; ce qui ne lui a pas permis de se présenter aux élections présidentielles. Un ancien ministre, fils du président Abdoulaye Wade, Karim Wade, il a été poursuivi pour détournement de fonds publics. Après sa peine de prison, il s'est exilé dans un pays, devenant ainsi un exilé politique. L'opposition a en outre rejeté la légitimité de la victoire du président sortant. Mais c'est le troisième homme de cette élection, Ousman Sonko, qui a manifesté son opposition au dialogue, considérant une «mise en scène».

L'autre pays où on assiste à un déclin de l'image positive qu'il a donné au continent noir dans les années 1990 est le Bénin. Avec l'élection d'un entrepreneur, le consensus politique est rompu. Mu sans doute pour un développement socioéconomique, le quatrième président, Patrice Talon, a introduit une forme d'autoritarisme sur l'action et dans le jeu politique. Des hommes politiques se sont exilés comme l'ancien président Yayi Boni, qui l'a précédé à la tête du pays. Dans un pays divisé, la dernière élection présidentielle, dont les candidats ayant du poids politique n'ont pu se présenter, la voie pour un deuxième mandat était «libre», ce qui a rendu cette élection comme une mascarade; une élection très contestée par l'opposition politique et la société civile. Elu dès le premier tour, comme on dit en Afrique de l'Ouest, «coup ko » avec 85% des suffrages exprimés, c'est dans un contexte sociopolitique tendu que le président lance ce qu'il a appelé un «dialogue politique» pour «résoudre des problèmes spécifiques et purement politiques. Ce dialogue ne postule pas qu'on débattenne de ces questions devant la nation et que tout le monde s'y invite. La politique et les réajustements politiques ne sont pas l'affaire de la société civile ni du clergé» selon, Alain Orounla, l'ex ministre de la Communication.

S'il n'est pas sous pression pourquoi le pouvoir n'organise-t-il pas de véritables dialogues inclusifs? Et quand il n'est pas organisé sous la pression d'un pays du Nord, l'objectif poursuivi est, selon Moussa

Diop, de «museler l'opposition avec la promesse d'un gouvernement d'union nationale qui cachait des pièges politiques». En réalité, ce type de dialogue-spectacle n'était pas nécessaire si les membres de l'élite dirigeante respectaient la loi fondamentale et une alternance au pouvoir par un système électoral libre et avec une certaine transparence. Pouvoir et opposition jouent les rôles qui leur correspondent: diriger le pays et critiquer, informer les citoyens et proposer un autre programme à l'électorat. Moussa Diop affirme assez juste que «s'il est correctement géré, le dialogue pourrait entraîner d'importantes réformes textuelles et institutionnelles, notamment en ce qui concerne le code électoral, les exigences de la candidature à la présidence de la République, le renforcement du statut de l'opposition et de son chef, le rôle et la place des partis politiques dans le processus électoral, le fonctionnement des institutions de l'État, la place et le statut du ministre de l'Intérieur qui est le responsable de l'organisation des élections».

Pour sa part, Maurille Sètondji Quenum (2016) affirme avec raison que «dans la plupart des pays, l'appel au dialogue politique n'intervient souvent que comme la solution ultime à une «apocalypse sociopolitique» imminente ou avérée». La principale raison de l'organisation de dialogue dans les pays, cités dans l'article, est en effet suite à une tension sociopolitique ; qui pourrait être évitée.

La forme qu'adoptent les régimes africains pour organiser le système politique, les règles du jeu politique pose leur nature qui, selon Marie-Louis Eteki Otabela (19), est autoritaire. Peuvent-ils réussir un dialogue franc ? Comme observe Maurille Sètondji Quenum «dans les conditions actuelles, il est peu probable que les dialogues politiques aient un sens réel et aboutissent à une résolution pérenne des crises qui se multiplient sur le continent».

Bibliographic references

- Akindès Francis, *Les mirages de la démocratie en Afrique subsaharienne francophone*, 1996, Paris, éd. Karthala..
- Amadou A. (1995): *Le renouveau démocratique au Bénin, la conférence nationale des forces vives et la période de transition*, L'Harmattan, Paris,
- Boguenard Jacques, *La démocratie. Une utopie courtisée*, Ellipses, 1999.
- Chaffrelot Christophe, *Démocraties d'ailleurs*, Paris, Karthala, 2000.
- Eteki Otabela Marie-Louise, *Le totalitarisme des Etats africains : le cas du Cameroun*, Paris, L'harmattan 2001.
- Daloz Jean-Pascal, Patrick Quantin, *Transitions démocratiques africaines : dynamiques et contraintes*, Paris, Karthala, 1997.
- Loada, Augustin; Wheatley, Jonathan, *Transitions démocratiques en Afrique de l'Ouest Processus constitutionnels, société civile et institutions démocratiques*, L'harmattan, 2014 in https://base.afrique-gouvernance.net/docs/loada_transitions_democratiques_en_afrique_de_l_ouest_processus_constitutionnels_societe_civile_et_institutions_democratiques1.pdf
- Diop Moussa, *Le Sénégal et son dialogue politique national à l'heure de la démocratie inclusive*, janvier 2020, in <https://www.wathi.org/laboratoire/tribune/le-senegal-et-son-dialogue-politique-national-a-lheure-de-la-democratie-inclusive/>
- Lokengo Antshuke Ngongo, *Consensus politique et gestion démocratique du pouvoir en Afrique*, Acadamia/L'Harmattan, 2015.
- Maurille Sètonджи Quenum, *Dialogue politique en Afrique : solution ou impasse démocratique ?* 5 septembre 2016, in <https://www.wathi.org/laboratoire/grand-large/dialogue-politique-afrique-solution-impasse-democratique/>
- Sy Ousmane *Reconstruire l'Afrique : vers une nouvelle gouvernance fondée sur les dynamiques locales : Bamako, Jamana*, C.L. Meyer impr. 2009.